

Espace d'expression et de discussion de problématiques, POSITIONS DE RECHERCHE a fait jusqu'ici à des travaux de doctorat encore inédits, à des éléments de réflexion sur des publications récentes et à des états de questions.

Dans le même esprit d'information et de communication, la rubrique s'emploiera désormais également à assurer un large écho à des contributions directement issues des activités de l'IRMC.

Cet élargissement trouve ici sa première traduction avec le texte d'une intervention de **Jean-Yves Grenier**, lors des journées scientifiques sur **Les Pratiques des Sciences Sociales**, organisées conjointement par l'IRMC et l'Académie tunisienne Beït al-Hikma, les 10 et 11 mars 1995.

Les interventions d'**Alain DESROSIÈRES** et d'**Alain CAILLÉ**, à l'occasion de ces mêmes journées, seront publiées dans de prochaines livraisons de **Correspondances**.

Histoire et sociologie. Le dialogue (presque) impossible

Jean-Yves GRENIER,
chercheur au CNRS,
(Centre de Recherches
Historiques-
Ecole des Hautes Etudes en
Sciences Sociales)
dirige la rédaction de la
revue *Annales, Histoire,
Sciences Sociales*.
Il est notamment l'auteur
de *L'économie d'Ancien Régime*,
Albin Michel, coll.
L'évolution de l'humanité,
(à paraître)

Confronter l'histoire et la sociologie est une préoccupation ancienne ; elle remonte à l'époque où la sociologie s'autonomise comme science à la fin du XIX^{ème} siècle. De fait, les deux disciplines sont très proches : ce sont les moins « techniques » des sciences sociales (à la différence de l'économie ou de la linguistique), la description y joue un rôle important et les théorisations y sont les plus discutées ou discutables. Il y a longtemps déjà que l'expression « science historique » sonne comme un accouplement bizarre et les revendications de certains sociologues qui s'imaginent volontiers en scientifiques ne sont guère prises au sérieux. Pourtant, des différences radicales séparent ces deux disciplines qui font que le plus souvent le lecteur sait très bien s'il lit de la sociologie ou de l'histoire.

Cette fausse proximité ou cette distance apparente engendre des relations compliquées. « C'est presque toujours un faux dialogue que celui du sociologue et de l'historien », écrivait naguère Fernand BRAUDEL¹. Dès lors, deux attitudes opposées sont possibles. La distinction peut être revendiquée : l'essentiel de l'article « Histoire et sociologie » du *Dictionnaire de la sociologie* de Raymond BOUDON est consacré à énoncer ce qui différencie radicalement la sociologie de l'histoire. A l'inverse, des auteurs comme F. BRAUDEL, Paul VEYNE ou Jean-Claude PASSERON revendiquent leur identité profonde. Ces divergences traduisent en fait un dialogue impossible dont témoignent des échanges conceptuels plutôt limités et une faible imprégnation mutuelle de ces deux cultures disciplinaires différentes.

La scène primitive

Tout se joue au tournant du siècle au cours d'un intense débat sur la méthode historique. C'est le moment d'une affirmation dogmatique du positivisme en histoire avec l'*Introduction aux études historiques* de Charles-Victor LANGLOIS et Charles SEIGNOBOS en 1898. Leur position se résume en trois affirmations essentielles : le vrai résulte de l'analyse du document, le fait historique vrai n'est pas construit par l'observateur mais dévoilé, et le réel historique est unique. Ces affirmations définissent assez bien la position épistémologique dominante chez les historiens de l'époque. La seule opposition « historienne » est celle de Henri BERR (encore est-il un philosophe de formation) qui fonde en 1900 la *Revue de synthèse historique*, destinée à être un lieu de réflexion entre disciplines et d'élaboration de l'histoire nouvelle².

La réaction la plus forte contre le positivisme historique est celle d'Emile DURKHEIM, fondateur d'un autre positivisme, sociologique celui-là. E. DURKHEIM a souvent été perçu comme un pur sociologue, peu attiré par l'histoire. C'est largement faux car il n'a jamais cessé d'être intéressé par l'histoire sociale, comme en témoigne en particulier nombre de textes qu'il publie dans l'*Année sociologique*,

qu'il fonde en 1898, l'année même de la publication du «Langlois-Seignobos». «L'histoire ne peut être une science que dans la mesure où elle compare et l'on ne peut expliquer qu'en comparant»³, explique-t-il, développant un raisonnement assez pervers pour l'historien. Selon lui, en effet, l'histoire telle qu'elle existe n'est pas une science, elle est donc sans intérêt ; l'histoire telle qu'elle devrait être, par contre, n'est rien d'autre qu'une branche de la sociologie («l'histoire scientifique ou sociologie»). Cet impérialisme - pour partie motivé par des rivalités institutionnelles, la sociologie des philosophes cherchant à légitimer sa démarche et à conquérir des positions universitaires - propose un modèle disciplinaire étranger à la pratique historique. Pour E.DURKHEIM, il ne s'agit d'ailleurs pas d'un partage des tâches : le sociologue doit se faire historien pour avoir une connaissance directe des faits sur lesquels il s'appuie. Dès lors, en s'annexant trois disciplines auxiliaires (l'ethnographie, l'histoire, la statistique morale), la sociologie devient la discipline reine en ce qu'elle peut traiter des sociétés primitives, des sociétés historiques et des sociétés contemporaines.

La réponse des historiens ne se fait pas attendre ; dès 1901, Ch.SEIGNOBOS définit dans *La méthode historique appliquée aux sciences sociales* un autre modèle disciplinaire. Deux arguments y sont développés. La sociologie, comme toutes les sciences sociales, traite de données indirectes. Or, seule la méthode historique sait établir la validité de ce type de documentation. Aussi seule l'histoire peut être une discipline fédératrice. Par ailleurs, elle peut étudier un ensemble social dans sa totalité alors que la sociologie doit s'en remettre à l'arbitraire pour isoler une série de faits à des fins comparatives. Ch.SEIGNOBOS en conclut au rôle central de l'histoire dans les sciences sociales. La faiblesse de ses propositions est qu'elles n'élaborent pas une épistémologie fondatrice à la différence du projet durkheimien, très cohérent sur ce point.

La différence la plus significative est cependant à voir dans l'ambiguïté forte de la notion d'unicité des faits historiques qui conduit à des appréciations différentes. Une interprétation étroite du positivisme historique, reprise par E.DURKHEIM et la tradition sociologique, conclut à la singularité absolue de chacun des faits traités par l'historien⁴. Au contraire, l'interprétation large de Ch.SEIGNOBOS insiste sur l'idée de fait global ou d'ensemble historique qui suppose certes l'unicité au détriment du comparable mais qui définit surtout le niveau pertinent pour appréhender le monde social qui se confond alors avec le monde historique («époque», «civilisation», etc.). Ces deux approches différencient radicalement l'histoire de la sociologie mais cette opposition ne peut être explicitée car l'historien répugne trop, jadis comme aujourd'hui, à toute formalisation trop théorique de ses démarches, à la différence de la sociologie argumentative volontiers philosophique ou de la tradition allemande des sciences de l'esprit autour de DILTHEY.

Un dernier élément polémique d'envergure est développé par François SIMIAND en 1903. Dans son célèbre article «Méthode historique et science sociale»⁵, il opère une critique radicale de l'histoire positiviste. Tout fait scientifique est une abstraction, aussi toute discipline qui refuse le recours à l'abstraction ne peut prétendre au statut de science sociale. Par ailleurs, l'histoire positiviste ne fait que mettre en évidence des faits singuliers. Or, un fait n'est scientifique que s'il peut s'insérer dans une expérience qui permet la répétabilité, donc le repérage de régularités, préalable au dégagement de lois. L'unicité du fait historique ne permet pas une telle comparabilité. F.SIMIAND déplace alors sa critique vers la causalité historique qui ne peut être que subjective puisque l'observateur ne dispose d'aucune règle pour associer des faits pensés comme des entités uniques. Seules la régularité et la concomitance permettent de mettre en relation causale certaine des faits du même ordre.

Cet affrontement presque caricatural de deux positivismes implique beaucoup de renoncements : pour Ch.SEIGNOBOS celui de l'*explication*, pour F.SIMIAND celui de la prise en compte de ce qui fait la spécificité de toute démarche historique, comme l'idée de temporalités différenciées. Certains des enjeux les plus essentiels pour chaque discipline sont posés, et pour longtemps.

Ce débat exerce une forte influence sur la discipline historique. La création des *Annales* s'inspire de ces critiques des sociologues que Lucien FEBVRE et Marc BLOCH reprennent en partie à leur compte contre l'historiographie positiviste de la Sorbonne, encore largement dominante dans les années 1920⁶. Par contre,

l'influence des propositions «positives» de la sociologie est moins évidente. On la retrouve d'abord dans la dimension synthétique du projet porté par les *Annales* qui se veut résolument pluridisciplinaire. Mais il existe une différence radicale qui fait que M.BLOCH et L.FEBVRE ne s'intéressent que modérément à l'oeuvre de E.DURKHEIM : ils refusent toute posture théorique au profit d'une démarche résolument empirique. La fédération disciplinaire ne résulte pas d'un projet fort et contraignant mais seulement de la juxtaposition d'approches différenciées. Les discussions strictement épistémologiques du début du siècle sont loin. L'ambition des *Annales* est en fait moins inspirée par la sociologie que par la géographie de VIDAL DE LA BLACHE. Elle autorise le retour au réel et une perspective de système construit à partir de composantes essentiellement concrètes. Cet héritage explique la prédominance du cadre régional et monographique (initié par L.FEBVRE avec la Franche-Comté) ou la vision fortement géographique et spatiale de l'analyse braudélienne.

La méthode sociologique exerce cependant une influence, mais marginale et très différenciée. M.BLOCH est sans doute le représentant des *Annales* le plus influencé par le projet durkheimien d'histoire sociale. La *Société féodale* (1939) montre ainsi une plus forte attention aux groupes qu'aux individus et l'articulation des catégories sociales est au coeur de son analyse historique. Son souci de comparatisme est très fort - en témoignent un ouvrage comme *Seigneurie française et manoir anglais* (1960) et son projet de candidature au Collège de France centré sur le comparatisme. Il en fait l'une des conditions de la compréhension et il critique l'historiographie germanique trop exclusivement nationale. La position de L.FEBVRE est très différente. S'il reconnaît l'importance de l'*Année sociologique* dans sa dimension critique, il reprend dans son oeuvre l'idée d'histoire globale comme restitution d'une unité historique dans laquelle chacun des faits ne se comprend qu'articulés aux autres. Or cette articulation ne relève pas de l'explication (selon le modèle de F.SIMIAND) mais de la compréhension. Cette dernière ouvre sur un univers herméneutique au sein duquel l'historien saisit des traces du passé qu'il recompose (comme l'outillage mental à l'époque de Rabelais) et auxquelles il donne un sens. Cette appréhension globale est nécessaire pour conduire à la compréhension d'un moment saisi d'abord comme référence. D'où l'importance de la notion de «civilisation», de la psychologie comme discipline associée à l'histoire, de la biographie comme moyen d'accès privilégié pour appréhender une époque et le faible sociologisme de L.FEBVRE. Psychologie, biographie, esprit du temps : le cofondateur des *Annales* est bien le continuateur de la tradition historique radicalement revue et approfondie par l'herméneutique.

Avec F.BRAUDEL, la relation sociologie-histoire prend une autre forme. Le dialogue est clairement pour lui avec la sociologie de E.DURKHEIM et F.SIMIAND dont il reprend le projet d'une discipline fédératrice de toutes les sciences sociales. Mais c'est désormais l'histoire qui est centrale. Dans son article «Histoire et sociologie» (1958), F.BRAUDEL propose que l'histoire devienne «cette impossible science globale de l'homme»⁷. Les *Annales* - au sous-titre rassembleur *Economies, Sociétés, Civilisations* - voudraient être le lieu d'élaboration de cette fusion. Au coeur de cette unité, les régimes de temporalité permettent d'intégrer en douceur la sociologie. La trilogie braudélienne accorde une place privilégiée au temps long, celui des structures que le temps change peu⁸ : ces phénomènes historiques relèvent de la sociologie. «Sur le plan de l'histoire de longue durée, histoire et sociologie ne se rejoignent pas, ce serait trop peu dire : elles se confondent». Dit autrement, la longue durée s'affirme comme une sociologie historique, la sociologie est revendiquée comme une province de l'histoire. Cette revendication forte d'un point de vue épistémologique est pourtant restée sans effets pratiques, hormis sur le plan institutionnel avec la création de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, dominée par les historiens.

La parenté intellectuelle la plus forte est sans doute à chercher aux marges de l'Ecole des *Annales*, dans l'oeuvre de Ernest LABROUSSE⁹. Influencées par le travail de F.SIMIAND, ses recherches constituent l'une des tentatives la plus originale d'histoire expérimentale, appuyée sur des faits historiques construits et homogènes pour conduire à la mise en évidence de régularités et de variations concomitantes. Ces analyses se sont révélées très fructueuses en ce qu'elles ont permis de dégager un type de phénomène social à forte capacité heuristique, le modèle de la crise d'ancien type. Or, les livres de E.LABROUSSE ont été lus par les historiens dans une perspective positiviste, utilisant ses résultats de manière réifiée et définitive comme s'ils ne résultaient pas d'une procédure expérimentale fortement hypothétique¹⁰. Ce malentendu en dit long sur les difficultés des transferts méthodologiques entre sociologie (ou économie) et histoire.

**Les modèles
historiographiques
contemporains
et la sociologie**

Le modèle labrousien simplifié a servi de grille d'analyse en histoire sociale pour de longues années après la guerre. Ce modèle cohérent, très productif, qui permet d'expliquer le politique à partir du social et le social par l'économique, est aussi clos sur lui-même, peu ouvert sur les autres sciences sociales et somme toute assez éloigné de l'histoire sociale synthétique et attrape-tout de l'avant-guerre. Il conduit à une représentation des groupes sociaux en termes de classes préconstruites, souvent inspirées des catégories socio-professionnelles contemporaines et le plus souvent identifiées grâce à des critères quantitatifs. Le seul hiatus dans cette représentation ne pouvait provenir que de la confrontation avec des systèmes de classification endogènes, comme ceux générés par les sociétés préindustrielles. C'est l'objet du débat «ordres et classes», LOYSEAU contre MARX, dont le moment fort est le colloque de Saint-Cloud tenu en 1965¹¹. Deux caractéristiques sont revendiquées en préalable : l'exclusion de l'individu et l'homogénéité du social, ce qui conduit à l'existence évidente d'une structure sociale hiérarchisée, accessible grâce au chiffre et aux parentés statistiques. Cette construction objectiviste est indissociable d'une obsession pour la codification dont témoignent, parmi bien d'autres, les recherches d'Albert SOBOUL ou d'Ernest LABROUSSE sur la bourgeoisie. Paradoxe, les disciplines les plus convoquées lors du colloque de Saint-Cloud sont l'économie et la démographie ; la sociologie est exclue car elle n'est pas nécessaire. Cette approche était peu capable d'évolution ce qu'ont récemment confirmé les réflexions rétrospectives du «colloque de Saint-Cloud bis» réuni en 1989¹².

L'éclatement de cette histoire sociale s'opère en plusieurs étapes. Dans un premier temps, il s'agit d'un transfert des centres d'intérêt, vers l'anthropologie historique en particulier. Elle permet un retour à des objets mieux identifiés - comme la famille ou la sexualité - et aux phénomènes singuliers qui soulèvent des problèmes épistémologiques moins aigus. Dans un second temps, les préoccupations plus strictement sociales redeviennent centrales avec une prise en compte plus directe de la notion de lien social. Elle permet d'initier une réflexion critique et, à sa manière, déconstructionniste à partir de la fin des années 1970. Il s'agit de questionner les catégories définies en termes de positions professionnelles ou de revenus qui dévoilent moins le réel qu'elles ne le faussent.

Une version française de cette «nouvelle histoire sociale» se préoccupe d'étudier des groupes sociaux plus limités et définis par un critère simple comme les officiers sous la Seconde république (William SERMAN, 1978, *Les officiers français dans la nation : 1848-1914*, Aubier-Montaigne), les médecins de l'Ouest au XIX^e siècle (Jacques LEONARD, 1978, *La France médicale au XIX^e siècle : médecins et malades au XIX^e siècle*, Gallimard, Archives, 73), les prostituées (Alain CORBIN, 1978, *Les filles de noce : misère sexuelle et prostitutions, XIX^e-XX^e siècles*, Aubier-Montaigne), les ouvriers de la région lyonnaise (Yves LEQUIN, 1977, *Les ouvriers de la région lyonnaise : 1848-1914*, Presses universitaires de Lyon). Ces travaux se situent dans une tradition historique sans innovation méthodologique majeure mais qui permet de mieux intégrer toutes les dimensions du social et de casser avec un certain déterminisme socio-économique au profit des identifications statutaires, des repérages par les attitudes politiques ou des caractérisations psychologiques. J.LEONARD s'intéresse ainsi à la dialectique profession-statut et A.CORBIN insiste sur l'imaginaire bourgeois dans la représentation sociale. Mais l'analyse ne dépasse pas les limites d'un cadre descriptif. Elle reprend en fait les catégories sociales et professionnelles traditionnelles auxquelles les sources et les démarches utilisées semblent obligatoirement renvoyer. La rupture n'est pas faite.

Une autre étape, plus radicale, est marquée par les travaux de Nathalie DAVIS. Il ne s'agit plus d'affiner la notion de groupe social mais de montrer la grande complexité de leur saisie et l'impossibilité de définir une liste de critères du fait des regroupements et des intersections multiples. Dans ses études lyonnaises en particulier¹³, l'historienne américaine bouleverse profondément l'image de la stratification sociale dans une ville d'Ancien Régime. Sa manière de faire est apparemment simple : elle consiste à relire les documents anciens en se montrant attentif à leur propre langage, à la description du monde social par les acteurs eux-mêmes. Il en résulte une attention particulière aux pratiques culturelles dans la définition du social, qui ouvrent sur des regroupements peu prévisibles ou la mise en évidence du rôle de catégories jusqu'alors jugées secondaires comme l'âge ou le sexe.

Deux tendances ont résulté de ces approches critiques : un intérêt marqué pour l'approche du social en termes socio-culturels (emploi d'indicateurs nouveaux, ou réactualisés, comme la lecture ou l'usage des livres) ; une relativisation forte du savoir accessible à l'historien et de la signification de ses sources. Une autonomie croissante a été accordée au texte et au discours qui prennent un sens par eux-mêmes, autonomie qui rend inaccessibles les logiques sociales profondes. Un tournant volontairement et clairement antisociologique est pris, c'est le *linguistic turn* qui proclame la dissolution du social. De cette indépendance du langage résulte celle de l'idéologie et du politique et tous les écarts entre comportements et **structure sociale** sont dès lors envisageables. Les réflexions de François FURET ou de Keith BAKER sur la Révolution française en sont des illustrations.

Une dernière étape est franchie quand l'ambition se fait à la fois plus constructive et destructrice à la fois en s'intéressant à la recombinaison des liens sociaux élémentaires. La *microstoria* italienne, animée par la revue *Quaderni storici*, a fourni une méthode de recherche très productive, inspirée par l'idée de la forte subjectivité du social. Ses représentants partagent une double méfiance : d'un côté, envers le quantitatif et les grilles d'analyse anachroniques ; de l'autre, à l'encontre d'un intérêt trop exclusif pour les seules représentations car l'analyse herméneutique des sources rend difficile un retour au réel propre à chaque contexte historique. Un travail représentatif de cette direction de recherche est celui de Maurizio GRIBAUDI sur les ouvriers turinois¹⁴. L'enquête commence sur des bases sociologiques classiques mais les discordances apparaissent très fortes entre ce qui est observé et les idées habituelles sur la classe ouvrière. Au lieu de l'unité de la culture de groupe, c'est la diversité des expériences qui s'impose. Loin de définir une «classe», la condition ouvrière n'est plus qu'un moment dans une trajectoire de vie complexe faite de hasards et de nécessités. Qu'exprime le discours socialiste, censé exprimer une culture de classe ? Le reprendre, pour les ouvriers, ce n'est pas adhérer à un corps de doctrines, c'est en sens inverse s'approprier son langage pour dire une quotidienneté plus ordinaire. L'accepter n'efface donc pas les individualités ; au contraire, son formalisme autorise toutes les dissidences. Le discours en se figeant rend possible toutes les trajectoires individuelles.

Cette construction micro-historique privilégie donc l'analyse des réseaux (clientèles, fréquentations, etc.) dans une perspective inspirée par la *network analysis* américaine. La reconstruction empirique des liens individuels, les pratiques concrètes qui les animent et les modalités des échanges entre personnes dans les sphères publiques ou domestiques veulent se substituer à la définition a priori de l'espace social. Soulignons les risques d'une telle déconstruction dont le contrôle est difficile. Quant aux reconstructions proposées, elles ont par essence un caractère arbitraire puisqu'elles privilégient des logiques subjectives et invisibles.

Ce type d'approche sociologique exerce une forte influence sur l'historiographie qui cherche à revisiter des questions classiques en recourant au langage des relations interpersonnelles. Il en est ainsi pour les réflexions sur l'Etat moderne, repensé comme une institution informelle de relations individualisées (Robert DESCIMON), ou pour l'analyse du pouvoir dans les communautés locales au sein desquelles le jeu complexe des acteurs contredit parfois les règles de la rationalité économique élémentaire au profit de stratégies de puissance (Giovanni LEVI)¹⁵.

A côté de cette histoire qui tente de déconstruire/reconstruire le social, d'autres secteurs de l'historiographie s'intéressent à des concepts sociologiques forts, capables d'exercer des effets structurants. Parmi d'autres, les deux influences les plus significatives sont celles de Norbert ELIAS et de Pierre BOURDIEU.

Dans ses deux livres majeurs¹⁶, ELIAS opère un déplacement de la lecture du social qui permet de rendre compte, dans la longue durée chère à l'historien, de la dynamique des sociétés occidentales grâce à la mise en parallèle de la gestion des pulsions individuelles avec la formation d'un pouvoir étatique. Les définitions des différents groupes sociaux et leurs évolutions sont ainsi susceptibles de recevoir un contenu fort, ancré non plus dans une approche circulaire et tautologique qui fonde le culturel sur le social (ou l'inverse) mais dans les processus fondamentaux liés aux comportements (autocontraintes, rationalité, etc.). Le modèle de la société de cour, de son côté, ouvre sur une formulation très nouvelle des relations entre individus dans le contexte monarchique, à la charnière de la micro et de la macro-sociologie. Objet de nombreuses élaborations et discussions critiques, sa prise en compte par l'historien a largement contribué, parallèlement à la déconstruction des analyses canoniques, à renouveler et à élargir le champ de l'histoire sociale¹⁷. Ainsi, certains travaux récents, influencés également par l'oeuvre de P. BOURDIEU, cherchent à renouveler l'histoire littéraire par la prise en compte de sa dimension sociologique (analyse des stratégies d'auteurs au sein d'un champ littéraire construit et bien identifié à partir du XVII^e siècle)¹⁸.

**Les identités
disciplinaires**

Ces sinuosités, cette relation d'attraction/répulsion entre l'histoire et la sociologie se retrouvent quand l'optique privilégie les considérations épistémologiques. En effet, si l'on compare les deux disciplines, les similitudes semblent essentielles. Par contre, une réflexion portant sur l'histoire en tant que telle met en évidence de notables divergences épistémologiques.

Dans un ouvrage récent, Jean-Claude PASSERON démontre la parenté entre les deux disciplines en critiquant la distinction habituelle entre l'histoire qui se consacrerait aux singularités, et la sociologie qui relèverait du nomothétique¹⁹. Il préfère au contraire insister sur leur «convergence épistémologique». La langue de description du monde leur serait en effet commune et la contrainte de contexte comme la contingence de l'unicité des faits qui singularisent l'opération historique pèsent aussi sur l'approche sociologique. Il en résulte dans les deux cas que l'expérience est impossible ce qui exclut toute validation en terme de *falsifiabilité* au sens de POPPER. Seul un «raisonnement naturel» est pertinent car il permet de construire des contextes parents et de conduire une analyse en terme d'exemplification. L'herméneutique est aussi critiquée car une adéquation quant au sens si elle n'est pas en même temps validée par une comparaison historique ou une corrélation statistique n'est que de la philosophie. Les différences de pratique entre les deux disciplines proviennent donc plus d'habitudes professionnelles, de recrutement et de «conformité discursive». L'histoire et la sociologie utilisent même ces différences qui expriment en fait une même structure d'observation pour se doter artificiellement d'une légitimité.

La même indistinction est revendiquée par Paul VEYNE dans l'un des rares livres importants d'épistémologie écrits par un historien²⁰. «La sociologie est due à une conception trop étroite de l'histoire», affirme-t-il : la bonne sociologie ne peut être qu'empirique, et elle n'est alors rien d'autre que de la bonne histoire contemporaine. Comme J.-C. PASSERON, P. VEYNE s'en prend donc aux prétentions nomologiques de la sociologie affirmant que sa spécificité apparente ne provient que d'un contenu philosophique qui n'a pas lieu d'être et de son affirmation comme genre littéraire. De son côté l'histoire se doit de devenir une sociologie historique²¹. Comment ? En prenant au sérieux la notion d'histoire-problème car le progrès de l'histoire ne peut venir que d'un allongement du questionnaire et de l'enrichissement des concepts nécessaires à l'interrogation du document historique. Pour cela, le recours à la comparaison est indispensable (c'est «l'inventaire des différences») ; ce qui suppose de s'affranchir du préjugé des unités de temps et de lieu. Cette intégration, non pas de la méthode mais de l'ambition sociologique, doit permettre de construire une «histoire complète», significativement comparée à la géographie générale du début du siècle.

Dans le même temps s'est développée une réflexion sur l'histoire qui la particularise et l'éloigne du reste des sciences sociales. Du côté des historiens, la micro-histoire innove quant au système de preuves utilisées. Que ce soit avec la notion d'«exceptionnel normal» - un épisode exceptionnel crée un écart par rapport au réel qui rend seul possible l'observation de ce qui fonde le lien social et de ce qui constitue un savoir communément partagé - ou avec celles de traces et d'indices chères à Carlo GINZBURG - le repérage d'une collection de traces dans des expressions singulières, historiquement situées, conduit à comprendre les totalités -, ces nouvelles manières de faire se veulent extérieures à tout souci d'objectivation des critères qui caractérise la démarche sociologique. Une forte subjectivité est revendiquée, ce qui ouvre sur de difficiles questions de validation puisque le sens de l'opération historique dépend ouvertement de l'intuition de l'opérateur.

La réflexion la plus forte concernant le statut de l'histoire est le fait d'un philosophe. Paul RICOEUR a beaucoup réfléchi sur la narration qui constitue selon lui la matrice de toute analyse historique. Si son influence reste négligeable sur la pratique du métier d'historien, elle a fait beaucoup évoluer l'idée que ce dernier se fait de sa discipline²². Il ne s'agit pas d'un retour au récit mais de la réintroduction, comme question centrale, de la relation entretenue avec le temps. Pour P. RICOEUR, le traitement du temps ne peut se faire que par le biais de la narration et de la mise en intrigue. Or, ce qui différencie l'histoire de la sociologie, c'est précisément que son sujet principal est le temps et le changement, donc que son épistémologie relève plus de celle du récit. Rendre compte du temps historique suppose de multiplier les narrations aux contenus multiples - il exemplifie son analyse avec *La Méditerranée et le monde méditerranéen* de Fernand BRAUDEL et ses trois niveaux récitatifs - dont les interactions permettent de rendre compte des différentes occurrences historiques. Elles ne sont compréhensibles que dans le cadre d'une herméneutique qui confère une signification aux indices temporels dont l'agencement résulte moins d'un schéma temporel pré-construit propre à la démarche explicative de l'économie ou de la sociologie que d'une approche compréhensive qui relève de l'intelligibilité du récit. Les contingences liées au traitement du temps distinguent donc radicalement l'histoire des autres sciences sociales.

Cette ambivalence de la relation entre l'histoire et la sociologie souligne d'abord la force de chacune de ces traditions disciplinaires, constamment réactives et réinvesties de nouveaux signes distinctifs. Non seulement l'historien n'est pas un sociologue mais leur dialogue est lui-même largement factice. Le renouveau des pratiques historiennes tel qu'il peut être observé aujourd'hui résulte d'ailleurs moins d'une reprise de l'interdisciplinarité explorée dans les années 1970 que d'un approfondissement des spécificités de la discipline historique²³. L'analyse du changement, l'attention portée aux régimes de temporalités ou l'importance accordée aux processus, autant de manières actuelles et spécifiquement historiennes de penser le passé. Il ne s'agit aucunement de négliger les apports de la tradition sociologique (ou économique) dans ces élaborations mais leur mise en oeuvre par l'historien au sein d'un dispositif démonstratif différent les transforme radicalement. Le rêve d'une discipline unifiée des sciences sociales semble bien loin ; il n'est pas sûr qu'il faille le regretter.

Jean-Yves GRENIER

¹ BRAUDEL F. - « Histoire et sociologie », dans *Ecrits sur l'histoire*, Paris : Flammarion, 1969, p.98.

² Voir beaucoup d'indications intéressantes dans les contributions réunies dans *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Paris : Editions du CNRS, 1986.

³ *Année sociologique*, 1898, n° 1.

⁴ D'où la distinction classique, reprise encore récemment par R. BOUDON, entre l'histoire, discipline idéographique préoccupée du singulier, et la sociologie, science des faits mis en série, donc du comparable et du nomothétique.

⁵ *Revue de synthèse historique*, repris dans les *Annales E.S.C.*, 1960.

⁶ La correspondance échangée par les cofondateurs des *Annales* entre 1920 et 1936, récemment publiée, montre bien l'importance de la sociologie critique et des travaux de Henri BERR comme références intellectuelles mais toujours en arrière-plan.

⁷ Article repris dans *Ecrits sur l'histoire*, Paris, 1969, p.97-122.

⁸ Voir en particulier *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris : Armand Colin, 2ème éd, 1966, et « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales ESC*, 1958, 4, pp.725-753.

⁹ *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIIème siècle*, Paris, 1933, et *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, 1944.

¹⁰ Voir à ce sujet GRENIER J.-Y. et LEPETIT B. - « L'expérience historique : sur C.-E. LABROUSSE », *Annales ESC*, 1989, 6, pp.1337-1360.

¹¹ LABROUSSE E. (éd) - *L'histoire sociale. Sources et méthodes*. - Paris, 1967.

¹² CHARLE Ch. (éd) - *Histoire sociale, histoire globale ?* - Paris : MSH, 1993.

¹³ DAVIS N.Z. - *Les cultures du peuple. Rituels, savoirs et résistances au XVIème siècle*. - Paris : Aubier-Montaigne, 1979 (édition anglaise 1975).

¹⁴ GRIBAUDI M. - *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XXème siècle*. - Paris : EHESS, 1987.

¹⁵ Voir en particulier Giovanni LEVI : *Le pouvoir au village. La carrière d'un exorciste dans le Piémont du XVIIème siècle*. - traduction française, Paris : Gallimard, 1989 (avec une introduction méthodologique stimulante de Jacques REVEL).

¹⁶ ELIAS N. - *La dynamique de l'Occident*. - Paris : Calmann-Lévy, 1969 (1ère édition allemande 1939), et *La civilisation des mœurs*. - Paris : Calmann-Lévy, 1969 (1ère édition allemande 1939).

¹⁷ ELIAS N. - *La société de cour*. - Paris : Calmann-Lévy, 1985 (1ère édition allemande 1969).

¹⁸ Voir par exemple le numéro spécial « Histoire et littérature » des *Annales HSS*, 1994, 2.

¹⁹ PASSERON J.-Cl. - *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*. - Paris : Nathan, 1991.

²⁰ VEYNE P. - *Comment on écrit l'histoire*. - Paris : Le Seuil, 1971.

²¹ P. VEYNE a lui-même essayé de donner l'exemple dans *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris : Le Seuil, 1976.

²² RICOEUR P. - *Histoire et récit*. - Paris : Le Seuil, 3 vol 1983-1985.

²³ Voir à titre d'exemples la nouvelle orientation prise dans les *Annales* depuis 1989 avec leur volonté de « tournant critique ». De même, *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, (ss dir. Bernard LEPETIT), Paris : Albin Michel, 1995, constitue un bon exemple de ces tentatives récentes de renouveau de l'historiographie.